

Algérie/Élections

L'armée appelle à "accélérer" l'organisation de la présidentielle

AFP
Alger/Algérie

LES préparatifs de la présidentielle devant élire un successeur à Abdelaziz Bouteflika doivent "s'accélérer" et commencer "dans les semaines à venir", a estimé lundi le chef d'état-major de l'armée face au refus toujours opposé par le mouvement de contestation. Véritable homme fort du pays depuis la démission le 2 avril de M. Bouteflika, le général Ahmed Gaïd Salah, a à nouveau écarté toute "phase de transition" réclamée par le "Hirak", le mouvement né le 22 février et qui réclame désormais lors de manifes-

tations hebdomadaires le démantèlement des institutions et le départ du pouvoir des anciens fidèles du président déchu. Après l'annulation, faute de candidats, de la présidentielle prévue le 4 juillet, le président par intérim Abdelkader Bensalah, dont le mandat a expiré peu après, a mis sur pied une "Instance nationale de dialogue", chargée de mener des consultations sur les modalités du futur scrutin, devant garantir qu'il soit libre et équitable. Mais cette Instance, sévèrement critiquée depuis sa création, peine à asseoir sa légitimité auprès du Hirak qui considère que cette élection n'a pour seul objectif que le maintien du "système" au pouvoir, accusé de fraudes répétées



Le chef d'État major de l'armée algérienne, Gaid Salah

sous la présidence Bouteflika (1999-2019). "La logique impose que la préparation de ces élections présidentielles commence dans les se-

maines à venir", a déclaré lundi le général Gaid Salah, selon le texte d'une allocution publié sur le site du ministère de la Défense. A ce titre, il est "impératif d'accélérer le processus d'installation de l'Instance nationale indépendante" chargée de l'organisation et la surveillance de la présidentielle, a-t-il ajouté. "L'organisation d'élections présidentielles transparentes dans les plus brefs délais" permettra "d'éviter toutes les phases de transition dont les conséquences sont périlleuses", a à nouveau souligné le général Gaid Salah, alors qu'aucune date n'est encore fixée pour le scrutin. Le chef d'état-major de l'armée algérienne a également salué les "efforts" de l'Instance de dialogue lar-

gement décriée et dénoncé "les voix fourbes" aux "intentions malveillantes" qui oeuvrent "à entraver le travail de l'instance nationale". Seuls quelques partis proches du pouvoir ou appartenant à l'opposition institutionnelle ont pour l'heure accepté de la rencontrer et l'instance peine à convaincre le reste de l'opposition, les principaux acteurs de la société civile ou les figures du "Hirak". La chaleur estivale et les vacances scolaires ont peu entamé la participation aux grandes manifestations hebdomadaires et le mois de rentrée, en septembre, sera un test sur la poursuite de la mobilisation, alors que la sortie de crise est dans l'impasse en Algérie.

Yemen du Sud

Ryad et Abou Dhabi réitèrent leur appel à des négociations

AFP
Ryad/Arabie Saoudite

L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ont appelé à nouveau lundi gouvernement et séparatistes yéménites à négocier en faveur d'un apaisement dans le sud du Yémen, théâtre d'affrontements meurtriers depuis près de trois semaines. Les combats ont pour toile de fond des différends entre les séparatistes et le gouvernement, deux entités faisant théoriquement partie d'un seul et même camp. Ils ont ainsi affecté l'alliance entre Abou Dhabi et Ryad, piliers de la coalition qui intervient au Yémen contre les rebelles Houthis.

Dans un communiqué commun, l'Arabie saoudite, soutien du gouvernement, et les Emirats arabes unis, appui des séparatistes, ont exhorté les deux parties yéménites à collaborer avec un comité chargé de faire cesser les affrontements. Les deux pays ont pressé les deux camps à "s'engager rapidement dans le dialogue (que l'Arabie saoudite veut organiser) à Jeddah" sur le sud du Yémen. "La seule voie qui s'offre à nos frères au Yémen est de surpasser leurs différends par le dialogue et de travailler ensemble pour contrer l'influence de l'Iran" -- grand rival régional de l'Arabie saoudite--, a pour sa part souligné sur Twitter Adel al-Jubeir, mi-



Les soldats de l'armée régulière en plein contrôle

nistre d'Etat saoudien aux Affaires étrangères. Il a affirmé que son pays travaille étroitement avec les Emirats arabes unis pour "rétablir la sécurité à Aden, Abyane et Chabwa". Pour le moment, le gouver-

nement du président Abd Rabbo Mansour Hadi refuse de dialoguer tant que les séparatistes ne quittent pas toutes les positions conquises à Aden, la grande ville du sud du Yémen. Après les combats dé-

clenchés le 7 août à Aden --siège provisoire du gouvernement--, les affrontements se sont déplacés dans la province voisine d'Abyane puis dans celle de Chabwa, plus au nord. A Aden, les séparatistes du Conseil de transition du sud (STC) ont pris des bâtiments publics et des positions militaires au gouvernement. - Revers des séparatistes - Ils se sont retirés des premiers mais refusent d'évacuer les autres positions conquises. Dans la province d'Abyane, les séparatistes ont pris deux QG militaires au gouvernement mais ils ont subi un revers lundi dans la province de Chabwa qui est passée totalement sous contrôle du gouvernement,

Italie

Selon Enzo Moavero Milanese, son pays n'est pas isolé et reste influent

AFP
Rome/Italie

LE ministre des Affaires étrangères sortant, a estimé que l'Italie n'avait aucunement été isolée par plus de 14 mois de gouvernement populiste et qu'elle gardait toute sa place dans les puissances influentes. "L'Italie n'est pas un système fermé, ni autosuffisant ou marginal. Nous restons des acteurs sur le plan international", a affirmé le chef de la diplomatie du gouvernement populiste sortant, dans un entretien publié lundi dans le quotidien Corriere della Sera.

Enzo Moavero Milanese, qui avait été imposé en juin 2018 comme ministre à la position modératrice par le président Sergio Mattarella, rappelle que "l'industrie réalise le cinquième surplus commercial du monde". "Je ne vois pas l'Italie comme isolée, ce qui est important c'est d'avoir de l'influence", souligne le ministre sortant, en estimant avoir été très écouté au sein de l'Union européenne (UE) sur "des propositions concrètes pour gouverner les flux migratoires". "Il y a toujours eu ou il y aura toujours des oppositions politiques en



L'ex chef de la diplomatie italienne, Enzo Moavero Milanese, confiant sur l'influence de son pays dans le monde.

Europe", souligne M. Moavero Milanese, interrogé sur le gouvernement sortant parfois très clivant avec certains de ses part-

naires européens comme la France. Quoiqu'il arrive, "les règles restent les mêmes" et les pays doivent suivre les lignes directrices de l'UE. Il souligne d'ailleurs l'importance de l'Europe à l'heure où les équilibres économiques mondiaux ont changé. "Prenez le G7, né dans les années 70 avec les sept premières économies du monde à l'époque". Aujourd'hui deux pays membres du G7, "l'Italie et le Canada, ne sont plus parmi les sept premières, contrairement à la Chine et l'Inde", qui ne sont pourtant pas dans le G7,, constate-t-il. "Dans vingt ans, aucun Etat européen n'aura une économie classée dans les sept premières du monde. En revanche, l'UE

et la zone euro, ensemble, seront certainement sur le podium des trois plus grandes" économies, ajoute-t-il. M. Moavero Milanese a été considéré comme un ministre "technique" du gouvernement populiste né d'une alliance entre La Ligue du leader d'extrême droite Matteo Salvini et le Mouvement cinq étoiles de Luigi Di Maio (antisystème). Ce juriste a passé la plus grande partie de sa vie professionnelle entre Bruxelles et Luxembourg, à la Commission européenne ou à la Cour de justice de l'Union européenne.